Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine

104-1 | 2016

Montagnes et conflictualité : le conflit, facteur d'adaptations et d'innovations territoriales

Des conflits du passé, des conflits dépassés ? Les oppositions au collectivisme dans les Tatras

Michel Lompech

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rga/3244>

DOI : 10.4000/rga.3244

ISSN : 1760-7426

Traduction(s) :

Are Past Conflicts Now Over? Oppositions to Collectivism in the Tatras - URL : <https://journals.openedition.org/rga/3259> [en]

Éditeur :

Association pour la diffusion de la recherche alpine, UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Référence électronique

Michel Lompech, « Des conflits du passé, des conflits dépassés ? Les oppositions au collectivisme dans les Tatras », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], 104-1 | 2016, mis en ligne le 29 avril 2016, consulté le 08 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rga/3244> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.3244>

Ce document a été généré automatiquement le 8 décembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Des conflits du passé, des conflits dépassés ? Les oppositions au collectivisme dans les Tatras

Michel Lompech

Je remercie mon collègue Daniel Ricard pour sa relecture attentive de cet article.

- 1 La trame du peuplement des Tatras présente une marqueterie de localités à la composition socioculturelle très diverse et riche de situations conflictuelles, à un niveau sans équivalent en Slovaquie. Les communautés montagnardes y diffèrent les unes des autres par l'ampleur de l'exode rural, la transformation de l'agriculture, leur degré d'intégration à l'économie régionale, l'importance de la question rom. L'étude de ces conflits fournit des clefs de compréhension des processus d'entrée dans le collectivisme et des modalités de transformation lors de la période postsocialiste. Par l'observation des forces à l'œuvre dans le changement social des sociétés localisées, elle permet de dégager les facteurs de réussite ou de blocage durant les différentes phases de modernisation qu'ont connues les montagnes en Slovaquie. Le changement social correspond à une transformation durable du système social dans son organisation, dans sa structure et dans ses modèles culturels. Après la série des innovations qu'ont connues les Tatras avec l'industrialisation et la modernisation de la fin du XIX^e siècle : ouverture de la voie ferrée, création de la ville industrielle de Svit, développement du tourisme de montagne, le socialisme impose aux sociétés montagnardes son programme d'organisation économique et sociale collectiviste et son projet de modernisation culturelle. Les conflits que nous aborderons mettent aux prises les sociétés paysannes de trois villages des Tatras avec le pouvoir socialiste autour de ces transformations. On examinera en regard la modernisation non conflictuelle d'une quatrième localité pour comprendre comment d'autres éléments socioculturels se sont coulés dans la modernisation proposée. Les conflits permettent l'analyse des combinaisons locales de facteurs qui aboutissent à ces trajectoires de collectivisation, à ces processus de modernisation et au maintien de rapports sociaux traditionnels dans la société montagnarde.

Localisation des lieux étudiés

Réalisation : Michel Lompech et Julien Chadeyron, 2014.

Un conflit, un blocage, des divisions

- 2 Šuňava, au pied des Tatras, offre la physionomie d'un village rue. De nouvelles maisons et des rues parallèles suggèrent une extension récente. On trouve deux églises et, à chaque sortie, des bâtiments agricoles. Là où le visiteur ne voit qu'une même entité il y avait à l'origine deux villages, jumeaux de nom et de nature, le supérieur (Vyšná) et l'inférieur (Nižná). L'anthropologue Peter Skalník a enquêté dans ces villages entre 1975 et 1977. Il insiste beaucoup sur leurs différences socio-économiques : si Nižná Šuňava dispose d'un terroir plus étendu (1020 ha) que Vyšná Šuňava (507 ha), celui-ci est plus inégalitaire que celui-là. Une même famille dirige la société locale du haut depuis le début du XX^e siècle, alors que celle du bas ne bénéficie pas d'une même continuité : un émigré de retour d'Amérique en fut même maire dans l'entre-deux-guerres. Ainsi les deux communautés n'ont-elles pas affronté de manière identique les changements politiques au cours du xx^e siècle : création de la Tchécoslovaquie, État slovaque, régime socialiste. Nižná Šuňava réagit avec suspicion et ressentiment aux bouleversements politiques de la fin des années 1940, alors que Vyšná collabore avec le village voisin de Štrba et la nouvelle administration, son maire internalisant habilement les transformations politiques. Les deux Šuňava profitent de l'industrialisation de la vallée du Poprad autour de Svit et de l'essor du tourisme dans les Tatras toutes proches dans les années 1930. Les villageois pourvoient alors les postes industriels et les emplois dans les hôtels sans résistance culturelle particulière. La fin de l'émigration durant l'État slovaque (1939-1944) renforce même l'attrait pour ces seules possibilités d'embauche.

C'est le début de la mise en place du mode de vie des ouvriers paysans, travaillant à la fois à l'usine et sur les tenures familiales. La monétarisation de l'économie paysanne s'effectue au sein de la structure familiale, centrée sur la maisonnée. La rupture de l'isolement communautaire n'entraîne cependant pas l'abandon des traditions paysannes. Ces deux villages si proches sont catholiques. Deux églises rassemblent les communautés respectives sous un pasteur commun. L'identité religieuse cimente la cohésion locale : en 1946, selon la chronique locale, on compte quatre cents confirmants pour les deux villages (chacun totalisait 800 habitants environ).

Conflit religieux ou politique ?

- 3 Le conflit qui nous intéresse se situe au cœur de l'été 1950. La nuit du 1^{er} juin, un autocar dépose à Nižná Šuňava des activistes ensoutanés et cagoulés. Ils réveillent le village de leurs cris, allument des feux de Bengale et tirent des pétards devant le presbytère. Ce charivari est à l'évidence une provocation anticléricale destinée à bousculer des paysans que le Parti juge trop attachés à leur prêtre. Après le coup de Prague de 1948, le régime socialiste cherche à s'imposer à des campagnes dominées par l'Église. Les ordres catholiques sont supprimés et des prêtres diocésains arrêtés ; les milices populaires disputent aux mouvements d'Action catholique le contrôle des pouvoirs locaux. Une bagarre se déclenche entre les villageois protégeant leur curé et les agitateurs, si bien que ces derniers rebroussement chemin. Mais le 12 juin, 750 hommes armés font une descente punitive dans le village, investissent la rue principale, se saisissent d'habitants au hasard. Deux cents personnes (soit un quart de la population) sont placées en garde à vue, interrogées et rouées de coups ; quarante sont détenues pendant neuf mois sans jugement. De lourdes peines d'emprisonnement sont prononcées : le curé ainsi que dix-huit autres personnes sont condamnées. On a voulu « humilier » le village qui avait rejeté les militants communistes¹.
- 4 La nature du conflit qui opposa les habitants de Nižná Šuňava aux autorités communistes n'est pas claire. P. Skalník l'interprète, en 1993², comme une jacquerie provoquée par les livraisons obligatoires. Il est certain que les contingents irréalisables poussaient la paysannerie à bout. La chronique locale l'explique plutôt par l'affolement créé par les persécutions antireligieuses. Cette affaire ne concerna pas Vyšná Šuňava, tout aussi hostile au régime, mais, suggère P. Skalník, mieux tenue par ses familles dirigeantes. Nižná Šuňava vécut le Printemps de Prague comme une libération. Les condamnations des années 1950 furent annulées. Un film documentaire retrace l'émeute du village et donne la parole aux victimes. Sa diffusion fut cependant interdite et attendra 1992. Durant la « normalisation », des panonceaux de soutien à Alexandre Dubček placés aux abords du village disaient *in petto* l'opinion des villageois sur les événements...
- 5 Quoi qu'il en soit cette résistance spontanée et sa répression bloquèrent le processus de modernisation à Nižná Šuňava. Elle engendra un sentiment de culpabilité collective qui renforça l'individualisme et le repli sur soi parmi les habitants. On assista alors à une forme de dissolution de la société locale dans les années 1950-1960 et les différences entre les deux communautés continuèrent de jouer. En 1958 Vyšná Šuňava suivit ses leaders et fonda une coopérative qui, en groupant 108 membres, réunit presque tout le village. La société du village du bas, elle, se divisa : seule la moitié des paysans créa une coopérative en 1959, alors que l'autre maintint son agriculture privée. La localité

rebel passait à côté de la modernisation agricole. Cette situation perdura jusqu'en 1972 quand l'administration confisqua les parcelles des derniers récalcitrants. Le passage à un parcellaire rationalisé rendait intenable le maintien de parcelles privées dans les finages. L'agriculture paysanne apparaissait comme un signe de contestation politique et d'arriération économique.

- 6 Durant les décennies 1950-1960, l'administration centrale a délaissé Nižná Šuňava, jugé « non fiable » et qui ne disposait d'aucun relais dans l'administration régionale. Après l'épisode violent de l'été 1950, l'audience locale du parti communiste y était plus que limitée, et ses rares membres militaient d'avantage dans les usines de Svit qu'au village... Même si le président du Comité national municipal (*Obecný Národný Výbor*, ONV)³ fut toujours une personnalité locale, et parfois extérieure au Parti, son secrétaire, c'est-à-dire la fonction-clef de l'administration, était toujours un fonctionnaire communiste. En 1972 le plan de systématisation de l'habitat range les deux villages parmi les « localités de moindre importance », alors même que leur croissance démographique cumulée entre 1948 et 1970 s'élève à 19 %. Le village protestant de Štrba est désigné comme le pôle local. Cette mesure entrave l'extension de l'habitat et interdit toute nouvelle infrastructure. Face à ce déclassement administratif, les deux localités fusionnent en 1974 pour atteindre le seuil fatidique de 1 500 habitants. Les deux coopératives sont intégrées. Un projet architectural suture l'espace séparant les deux villages par un ensemble de bâtiments publics (mairie, école, salle des fêtes, parc) : la mairie ne sera cependant achevée qu'en 1988. Dans les faits les constructions illégales furent nombreuses, au prix d'arrangements avec le secrétaire de mairie... Malgré une croissance démographique de 8,5 % entre 1971 et 1991, Šuňava était toujours sans adduction d'eau potable, sans réseau d'assainissement, des raccordements électriques bricolés alimentant les nouvelles maisons.
- 7 La fréquence des autocars effectuant les vingt kilomètres séparant Šuňava de Svit et la possibilité de construire au village sa propre maison, permettant ainsi de disposer de manière plus rapide qu'en ville d'un logement de meilleure qualité, expliquent cette extension informelle. L'intégration économique des actifs au bassin d'emplois industriels régional a généralisé le salariat et soutenu l'équipement des ménages, éléments essentiels dans la définition du changement social durant la période du *well-fare-state* socialiste. Avec cette augmentation du nombre d'employés et la collectivisation agraire, on aurait pu s'attendre à des rapports sociaux modernisés. Or le conflit politique de l'été 1950 à Nižná Šuňava fut réactivé lors des tensions créées par la collectivisation dans les années 1960 et explique l'ostracisme administratif que subit la commune unifiée la décennie suivante : cet héritage a soudé le village dans un refus de toute intervention extérieure, tout en masquant une vraie division sociale.

Les répercussions du conflit : une société divisée

- 8 La fusion communale n'a pas unifié les deux communautés et l'élévation générale du niveau de vie a pris des formes distinctes dans chaque localité. Ainsi P. Skalník relève-t-il que le maintien des traditions est plus vivant dans le village collectivisé que dans l'autre, contrairement à toute attente. À Vyšná Šuňava la population manifeste un fort attachement pour les rites religieux et les pratiques folkloriques. Lors de notre enquête en 2015 la participation aux associations est encore nettement séparée : les jeunes de Nižná Šuňava forment l'équipe de pompiers, quand les familles de Vyšná Šuňava

animent le groupe folklorique... Ainsi chaque communauté conserve-t-elle ses propres formes de socialisation.

- 9 La mémoire des événements de 1950 est bien plus sensible : quand une partie du village en revendique l'héritage, elle accuse l'autre de collaboration avec les services de renseignements (ŠTB)... Une plaque commémorative fixée sur le presbytère divise la paroisse en factions, à tel point que le curé obtint qu'on la déplaçât. Lors des élections, deux bureaux de vote sont ouverts : les résultats sont démocrates-chrétiens (KDH) pour l'un et Mečiar (HZDS) pour l'autre. D'autres faits témoignent d'une société locale traversée par des conflits et des rivalités. Ainsi, à l'issue des lois de transformation de la décennie 1990, la propriété de la coopérative était-elle restée dans les mains des villageois porteurs de titres de propriété. Mais, au cours de la décennie suivante, des investisseurs extérieurs au village ont acheté en sous-main ces actions. Bénéficiant de complicités au sein de l'entreprise, ils font d'abord des offres aux actionnaires habitant à l'extérieur de Šuňava, puis réalisent du porte-à-porte dans le village et prennent ainsi le contrôle de la société. Une telle opération, pour ne pas être unique en Slovaquie, aboutit rarement au changement de propriétaire de l'outil de production, mais ici, tensions et rivalités sont trop fortes et montrent un désintéressement de la société locale face à l'héritage du socialisme que représentait la coopérative. Seule une vingtaine d'employés travaille encore dans l'entreprise agricole.
- 10 Le maire actuel, qui n'est pas natif de Šuňava, élu dans le mouvement transcourant et antitotalitaire du Public contre la Violence (VPN), assure la fonction depuis 1990. Son programme consiste à combler le retard d'infrastructure de la commune (électricité, eau potable, gaz et même câblage fibre) et à la doter d'équipements publics (école, salle et terrain de sport). La démographie dynamique (1 936 habitants, 9,5 % de croissance entre 1991 et 2011) correspond à un rattrapage, car elle est due aux installations de ménages revenant à leur village d'origine. Elle soutient l'initiative privée dans l'artisanat et le bâtiment (une petite dizaine de permis de construire est délivrée annuellement). Le conflit qui a fixé l'identité du village s'efface et on veut transmettre son souvenir aux enfants de l'école primaire. Après la rupture de son identité paysanne brutalement imposée lors du conflit politico-religieux, le village abandonne aujourd'hui son caractère agricole.

Le changement sans conflit : Štrba

- 11 L'exemple de Štrba sert de contrepoint au cas précédent où le collectivisme fut marqué par le conflit et la violence. Situé à trois kilomètres seulement de Šuňava, ce gros bourg dispose d'une localisation et d'équipements incomparables : deux gares, une desservant le village et une au départ de la ligne à crémaillère longeant les stations des Tatras, une sortie d'autoroute. En plus du noyau villageois qui compte plus de 3 000 habitants, deux localités se sont formées autour de la gare de Tatranská Štrba (1 000 habitants) et de la station de ski de Štrbské Pleso (80 habitants).
- 12 Les habitants de Štrba ont tiré très vite les leçons de la rébellion du village voisin. Lors de la campagne nationale de création de coopératives en 1958, la collectivisation s'y est déroulée sans véritable résistance. C'est ainsi qu'à ses débuts les responsables religieux ont toléré le travail du dimanche. Et ils rejoignaient les brigades pour les gros travaux comme les foin ou la récolte des pommes de terre. D'un autre côté, les communistes locaux ne souhaitaient pas créer de problèmes à leur pasteur ou leur curé. L'école

protestante fut certes nationalisée en 1949, mais l'église put s'agrandir pour créer une salle de catéchisme, et les photographies des confirmations attestent d'une réelle vie paroissiale durant cette période. L'ancien directeur de la coopérative et ancien maire caractérise ce consensus d'alors : « Vous savez, nous étions des chrétiens, communistes... » (Podoba, 1999). À Štrba la « lutte des classes au village » n'a pu prospérer sur des rivalités interconfessionnelles comme ce fut fréquent dans les années 1950. Dans ce village d'ouvriers-paysans, les élites locales, suivies par la population, ont mené une stratégie à la fois opportuniste et pragmatique. Elles ont poursuivi leurs objectifs de modernisation dans le cadre du régime communiste, en cherchant à tirer le maximum de profit des subventions étatiques en faveur de l'agriculture collectivisée et des mécanismes de soutien de l'économie administrée. La coopérative a ainsi multiplié les ateliers de montage, employant les femmes qui n'avaient pas accès aux emplois en usine. Les leaders locaux, relayés par un dirigeant de l'appareil, originaire du Štrba et assumant des responsabilités au niveau de l'okres, comme l'ensemble du village, ont participé à cette stratégie.

- 13 La modernisation continue du village a rapidement accru son attractivité pour les locaux, les nouveaux arrivants et les touristes. Štrba se caractérise aujourd'hui dans la région des Tatras par un taux de chômage modéré (11% contre 20 % au niveau régional), quatre décennies de croissance démographique et une composition par âge équilibrée. Le village a pleinement tiré avantage de sa promotion au rang de bourg centre : cinq lotissements d'une quinzaine de maisons furent créés en deux décennies. Plusieurs raisons expliquent cette situation : la solidarité locale, une prospérité économique certaine, une bonne accessibilité renforcée par l'ouverture de l'autoroute, la localisation sur l'axe de transport principal du pays, la proximité de Poprad et Svit, la protection sociale assurée par la communauté locale au travers son soutien à l'emploi féminin. Il faut aussi ajouter à ces éléments une certaine qualité de vie, grâce au maintien d'une culture locale vivante (trois groupes folkloriques) et une importante vie associative. Le contrôle social traditionnel coexistait avec une cohésion locale forte. La majorité de la population de Štrba, guidée par la coopération formelle et informelle des élites locales, a toujours su comment accepter les modèles de modernisation imposés par les situations historiques et comment en profiter. Au cœur du village les bâtiments de la mairie, de la poste et d'un petit centre commercial avec supérette, restaurant, école de musique, forment un ensemble d'architecture moderne construit dans les années 1980. Les publications de la municipalité offrent une impressionnante série de photographies de défilés villageois célébrant les fêtes anniversaires : de la coopérative, du village, des grandes réalisations collectives (par exemple le percement – à la pioche ! – des tranchées des conduites de gaz), des visites de personnalités nationales, politiques⁴ ou de variété. Ce changement social fut rendu possible par une combinaison spécifique d'opportunisme et de loyalisme envers les structures politiques en place, un mélange de pragmatisme luthérien et d'utilitarisme marxiste, de solidarité locale et de cohésion. La politique du régime fut mise en œuvre par les élites locales avec beaucoup de souplesse et de sens tactique. L'étendue et la maniabilité des réseaux ont permis de gérer la délicate phase de transition. Ainsi la municipalité a-t-elle fait casser devant le Tribunal le rattachement administratif de la station de Štrbské Pleso à la commune des Grandes Tatras décidé en 1988. Elle réoriente désormais son développement vers le tourisme. La transformation d'anciennes granges en hébergements montre que des propriétaires tirent avantage de la proximité des installations sportives. Ainsi en est-il encore du tracé de l'autoroute dans les années 2000 qui a profité à de nombreux

habitants ayant perçu des indemnisations pour avoir été expropriés d'une propriété agricole toute théorique. De nombreuses maisons bénéficièrent de rénovation de toiture ou d'huissierie à cette occasion. L'accès direct à la voie rapide élargit les possibilités d'emploi vers l'ouest (Liptovský Mikuláš).

- 14 Une continuité du leadership caractérise le personnel politique de Štrba, au niveau horizontal comme au niveau vertical car chaque nouvelle génération de leaders a intégré les réseaux de la génération précédente. Ainsi le directeur de la coopérative qui gère la phase de transformation depuis deux décennies, a-t-il été choisi par son fondateur historique qui exerça dans l'administration centrale et fut un meneur de la collectivisation dans les années 1950. L'actuel maire, constamment réélu depuis 1990, était déjà président de l'ONV dans les années 1980, en plein boom immobilier. Maire, président de la coopérative et directeur du Syndicat forestier participent conjointement à leur conseil respectif (municipal, d'administration, de gestion). Tout cela témoigne de la cohésion des dirigeants dans la gestion des affaires publiques. Cette interconnaissance, la connivence des réseaux politiques et professionnels et un contrôle social assez strict se fondent sur des structures socioculturelles héritées de la période communiste et une inertie conservatrice. Elles expliquent aussi la préservation de la coopérative. Celle-ci regroupe huit cents membres et emploie près d'une centaine de salariés. Malgré cette assemblée générale pléthorique, la direction a réussi à repousser une prise de contrôle extérieure comme à Šuňava, mais reste toutefois sans projet agricole nouveau : l'entreprise s'est repliée sur la seule production laitière (une centaine de vaches). La politique agricole européenne conforte une structure inchangée. Fait rare, l'entreprise conserve même un atelier de montage de pièces détachées pour l'industrie où travaillent une douzaine d'employées. Le comportement d'impuissance, et l'incapacité à formuler une stratégie pour tirer profit du tourisme ou de l'économie régionale, que décrivait Juraj Podoba en 1999, demeurent intacts.
- 15 Ce gros bourg apparaît désormais absorbé par les dynamiques de la société globale, par la généralisation du salariat, la progression des services (dans le tourisme bien-sûr, mais également grâce à l'ouverture d'une maison de retraite privée par une fondation protestante à Tatranská Štrba), la scolarisation prolongée des jeunes à l'extérieur, les mobilités de travail à l'étranger (dans le bâtiment ou le service à la personne). Un de nos interlocuteurs, pasteur luthérien, déplore le délitement de l'interconnaissance et la progression de l'anonymat. Štrba a fini sa croissance : il a perdu une centaine d'habitants entre les deux derniers recensements (2001-2010). L'extension de l'habitat a comblé toutes les réserves foncières, le changement de statut des zones non-bâties se heurte à des blocages. L'heure est à la rénovation et à la décohabitation intergénérationnelle qui modifie les modes de vie traditionnels. Une certaine « fin du village » (Le Goff, 2012) est en cours.

Collectivisation imposée et intégration économique : Stôla

- 16 Stôla (520 habitants) se situe sur le piémont des Tatras à une dizaine de kilomètres de Poprad. Sa rue principale remonte le versant en direction du complexe médical de Vyšné Hagy. Stôla, comme son voisin situé à trois kilomètres en contrebas, Mengušovce, est une des localités protestantes du Spiš. La collectivisation y a été pourtant plus conflictuelle qu'à Štrba. Ce village offre le cas d'étude d'un conflit

ordinaire lié à la collectivisation et dont la trace est effacée par les transformations de l'espace en trois décennies.

- 17 L'économie traditionnelle au XIX^e siècle correspond à la vie paysanne classique des Tatras. Les terroirs étaient assolés de céréales et la culture du lin apportait un supplément commercialisable. Les hommes de la commune fabriquaient des escaliers en bois et servirent de guides au début de l'alpinisme. Le développement du secteur sanitaire et touristique a commencé dès la fin du XIX^e siècle avec la création d'un établissement climatique à Vyšné Hágy, sur un étage d'altitude, en 1887. Dans les années 1930 l'État transforme l'établissement en sanatorium, baptisé plus tard Masaryk, spécialisé dans le traitement de la tuberculose. Quelques initiatives privées apparaissent également : une pension en 1935, puis un hôtel. En raison de ces équipements, Stôla est intégré après la Libération dans la commune nouvellement créée des Grandes Tatras, regroupant les stations de montagne. Les années 1950 ne marquent donc pas une rupture dans cette évolution économique. Une première socialisation des ressources intervient avec la nationalisation de la propriété privée forestière (80 ha) qui est absorbée par le Parc national des Tatras.
- 18 Avant que la campagne de collectivisation de l'agriculture ne commence dans le village dès 1958, l'agriculture paysanne était déjà en déclin. La multiplication des offres d'emplois salariés entraînait un progressif abandon des cultures agricoles. Une partie des 250 hectares du finage demeuraient en friche. Cette évolution récessive semblait propice à la collectivisation. Lors de visites à domiciles répétées, les agents propagandistes s'efforcèrent d'en persuader les paysans, au moyen d'explications intimidantes, comme la menace du blocage des études des adolescents, la fixation de livraisons surdimensionnées. En 1960 pour indiquer la voie à suivre, Stôla est détachée de l'intercommunalité des Grandes Tatras et fusionnée à Mengušovce qui avait créé une coopérative dès 1952. Pourtant après quinze ans d'effort, seul un paysan sans successeur accepte de signer son adhésion. Le Printemps de Prague fait diminuer la pression idéologique et on cherche alors une solution socialiste nouvelle pour la modernisation de l'agriculture : c'est la mise en place d'un *Spoločenstvo jednotlivo hospodáriacich roľníkov* (SJHR, communauté unie de paysans) qui regroupait les paysans, leur permettant d'acheter des intrants, des semences et de s'équiper. Les agriculteurs de Stôla adhèrent à cette forme de mise en commun qui respectait leur droit de propriété et leur liberté de choix. Après 1968 cependant, le pouvoir « normalisé » considère cette structure comme une étape transitoire vers une socialisation complète des moyens de production. L'administration régionale applique la nouvelle législation sur les friches et confisque les parcelles, le cheptel et le matériel des paysans de Stôla en 1972. Le regroupement parcellaire est réalisé au printemps et les surfaces agricoles sont intégrées au plan de culture de la coopérative de Mengušovce.
- 19 La multiplication des postes de travail dans le secteur sanitaire, dans l'hôtellerie, à côté des usines de Svit ou Poprad renforçait le mode de vie des ouvriers-paysans. L'attachement à la terre se distendait car elle ne représentait plus un élément essentiel du revenu des foyers, tout en se maintenant car la cellule paysanne perdurait. La paysannerie de Stôla ne subit pas la violence politique et policière comme celle de Šuňava. Mais elle refusa de se laisser déposséder de son mode de vie par des voies obligatoires. Le modèle tchécoslovaque normalisé adoptait une structure que l'on a qualifiée de « stalinienne » ou de « stéréotype du collectivisme » (Maurel, 1994). Des formes composites mêlant les entreprises publiques et des initiatives privées s'étaient

développées durant les premières décennies du socialisme. C'est cette structure mixte que l'on a cassée.

- 20 La disparition de la commune a entraîné l'absence de plan d'urbanisme encadrant l'expansion de l'habitat. De petits ensembles collectifs, des installations récréatives et hôtelières furent alors construits de façon désorganisée par les établissements sanitaires ou des comités d'entreprise. Durant les deux dernières décennies du socialisme, les villageois tirèrent profit de l'expansion touristique en louant des chambres, pratique tolérée par l'administration qui n'arrivait pas à répondre aux demandes d'hébergement.
- 21 Avec la décollectivisation agraire, les propriétaires de Stôla recouvrent leur droit de propriété et obtiennent des parts de la coopérative de Mengušovce. Mais les travaux agricoles ont effacé les traces de l'ancien parcellaire et la motorisation rend obsolètes les savoir-faire traditionnels ; le calcul des réparations financières dues par la coopérative représente un casse-tête de faible intérêt, tant les sommes restituées sont dérisoires. Deux habitants se déclarent agriculteurs, sur de petites exploitations sans moyens.
- 22 La commune est rétablie comme entité communale en 1990 et les locaux de l'ancienne école protestante accueillent la mairie. Le principal enjeu se situe désormais dans la reprise des installations sanitaires et hôtelières et la gestion de la périurbanisation, car l'espace local fonctionne aujourd'hui comme une annexe de Poprad et de Svit. Au dernier recensement 60 % des villageois se déclarent catholiques, signe évident d'un changement social par mouvement migratoire. Le conflit agraire n'est plus qu'une page d'histoire locale. Seule la question du changement de statut du foncier proche de l'intravilan⁵ réveille le souvenir de la propriété paysanne.

Le conflit des derniers opposants : Malá Franková

- 23 Cette localité est située dans une vallée coincée entre les Tatras blanches et la Pologne. Son paysage agraire fut fixé par la colonisation en *kopaničiarske osídlenie* (peuplement dispersé en *kopanice*) au XIV^e siècle sur le massif de la Magura, mais appliqué ici selon la règle germanique de l'organisation linéaire de l'habitat. Les maisons s'étirent le long d'une voie centrale et seul l'enclos donne accès aux parcelles qui remontent jusqu'en haut du versant ; extravilan et intravilan n'étaient pas nettement délimités. C'est ainsi que l'actuelle Malá Franková s'allonge dans sa vallée sur trois kilomètres. Ce petit village (185 habitants) est dominé par une famille de notables, les Čarnogurský. Plusieurs de ses membres ont joué un rôle politique national avec un député au sein du Parti de Hlinka durant la première république et la figure de Jan Čarnogurský, l'un des opposants slovaques au régime communiste les plus connus, notamment au sein de la Charte 77, ministre de l'agriculture durant la Révolution de Velours et candidat à deux reprises à l'élection présidentielle. L'appartenance politique et la pratique religieuse fédèrent la communauté qui entretient le souvenir des nombreuses vocations religieuses qui en sont issues.
- 24 La disparition de l'agriculture privée avait été planifiée dans les Tatras blanches au cours de la décennie 1970. En 1976 la paysannerie du village proche de Veľká Franková décide d'ailleurs d'accéder à la modernité socialiste en créant sa coopérative, qui est rapidement absorbée par la grande coopérative *Zamagurie* de Špišské Hanušovce. Les

propriétaires de Malá Franková s'opposent à la décision prise en 1980 d'intégrer leurs terrains à cet ensemble : seules quelques veuves signent leur adhésion. L'administration applique le règlement sur les terres en friche et confisque les terroirs d'altitude de ce petit finage (540 ha). Alors que dans des situations comparables la paysannerie s'est généralement soumise ou a trouvé des accommodements, les paysans s'arquent à leur droit de propriété et jouent de la fluidité des limites dans les herbages pour freiner le regroupement parcellaire. La coopérative envisage une réorganisation du cadastre ; elle borne un intravilan pour y cantonner les lopins, afin d'engager des opérations agricoles dans l'extravilan. Les paysans déplacent les bornes et continuent de faucher le foin sur leurs anciennes parcelles. La coopérative fait intervenir gardes-champêtres et huissier pour constater les infractions, paye des mouchards pour surveiller les clôtures. Les litiges se transforment en contentieux devant les tribunaux. Le conflit local à base foncière se transforme en conflit judiciaire. En 1990 ce petit village détenait le record de contentieux devant le Tribunal de Bratislava. Ce conflit agraire s'est maintenu jusqu'à la fin du régime socialiste. Il a pris une dimension nationale en raison de l'identité politique associée aux opposants. La Révolution de Velours mit un terme aux procédures.

- 25 Le schéma régional d'urbanisme classe en 1972 la localité comme « sans perspective ». L'effectif de population qui atteignait plus de 300 habitants dans les années 1960, chute alors rapidement en raison d'un exode rural tardif et rapide. L'école primaire est fermée en 1975 et en mesure de rétorsion face à l'opposition à la collectivisation, la commune est supprimée par décision administrative en 1979 et annexée à sa voisine Veľká Franková. Rétrogradée en simple « section d'habitation », Malá Franková est frappée d'une interdiction de construire, laissée sans réseau d'eau potable, alimentée par un relais électrique insuffisant. Aucune perspective n'est offerte à ce bout du monde qui doit déperir, alors qu'à la même période à quelques kilomètres, sur le versant opposé du même massif, Ždiar se transforme en une sorte de « station-village à la slovaque » accueillant des foules de touristes⁶.
- 26 La fin de cette guerre pichrocoline avec le communisme marque pour le village une victoire politique et un défi. La commune est l'une des premières à être réhabilitée comme collectivité locale de plein exercice en 1990. La mémoire des personnalités locales est entretenue lors de messes du souvenir, ou lors des visites estivales de membres du Parti chrétien conservateur (KDH) venus se ressourcer dans ce berceau de la dissidence catholique. L'élaboration de perspectives d'un développement territorial s'avère une tâche autrement plus ardue. Le registre communal compte une petite vingtaine de paysans privés : cinq possèdent plus de vingt hectares. Leur exploitation (vaches, brebis, chevaux) est pluriactive, en association avec un autre emploi, généralement dans la sylviculture. Ces doubles actifs entretiennent leurs lopins, mais abandonnent les parcelles du haut des terroirs. Une quarantaine d'hectares de pâtures reste en friche, fauchée une fois l'an par un entrepreneur extérieur à la vallée. On n'ose recourir au service de la coopérative voisine avec laquelle on s'est âprement disputé. Cette petite agriculture ne constitue pas un socle suffisant pour le développement local. En 2014 deux projets présentés dans le cadre des programmes européens de développement rural ont échoué. Un premier concernait la création d'une exploitation ovine mettant à profit les prairies en friche. L'entreprise débute mal : achats immédiats en France d'un cheptel de brebis, de tracteurs, de matériel complet de fénaison. La banque partenaire se retire rapidement de ce projet mal calibré, les subventions ne sont pas versées faute de cofinancements et, au final, l'opération capote. L'autre projet

concerne la construction de bungalows pour accueillir les randonneurs effectuant le tour des Tatras, mais l'agrément sanitaire est refusé aux nouvelles installations, car les réseaux d'adduction et d'épuration font toujours défaut. On demande des comptes à l'entrepreneur pour une opération mal conçue.

- 27 Le vieillissement de la population apparaît inévitable : 45 maisons sont habitées sur 73. Les pôles urbains sont trop éloignés (50 km de route de montagne pour aller à Kežmarok) pour permettre des flux domicile/travail réguliers. Seule une action touristique dynamique valoriserait l'habitat traditionnel en bois sous forme de résidences secondaires et profiterait des flux de randonneurs, mais il faudrait pour cela relier le village à Ždiar par delà le col.

Conclusion

- 28 Les conflits étudiés sont avant tout des conflits de valeurs relevant de causalités culturelles (l'appartenance religieuse, la propriété foncière, le mode de vie paysan) et ne portent pas sur des enjeux spatiaux. Ils ont pourtant entraîné des effets différenciateurs qui n'étaient pas faciles à prévoir au début du processus. Plusieurs ordres de facteurs ont joué. Le premier est propre aux caractéristiques montagnardes : l'isolement, évident à Malá Franková en bout d'une vallée secondaire, la marginalisation géographique sur le versant des Tatras pour Stôla, l'éloignement de l'axe principal pour Šuňava. Un effet de taille a joué également, renforcé par des procédures d'aménagement strictement alignées sur un principe hiérarchique, qui affecte Stôla et Malá Franková et qu'ont évité les deux Šuňava en fusionnant. Les structures agraires traditionnelles, que le collectivisme a laminées dans tout le pays, ont exercé à Malá Franková un effet de blocage, dont ont joué les villageois pour s'opposer à la collectivisation, mais elles représentent aujourd'hui un encombrant héritage. Štrba fut à tous égards le mieux placé pour profiter d'un effet cumulatif des décisions prises sous le socialisme comme aujourd'hui qui renforce sa trajectoire territoriale (*path dependency*). La présence ou l'absence de leaders conditionnent également les formes de compromis social rendant possible le projet collectiviste. C'est évident à Štrba qui a été porté par le dynamisme et l'enthousiasme dans les années 1980, mais on le pressent également à Vyšná Šuňava dont les familles dirigeantes ont mieux géré la pression politique des années 1950. À Malá Franková les paysans se sont opposés résolument au collectivisme, au prix de l'asphyxie de leur localité. Les conflits éclairent enfin les comportements collectifs qui ont accompagné le changement social. L'appartenance religieuse interfère quand le pouvoir s'impose brutalement à une société cléricale comme à Nižná Šuňava qui paya sa révolte par trente ans de relégation spatiale. On ne peut surexploiter ce facteur : les protestants de Stôla refusent pied à pied le collectivisme agraire, alors qu'encore une fois Štrba démontre que les structures traditionnelles ont pu s'adapter. Ainsi les formes du changement social suivies par les sociétés montagnardes varient-elles d'une localité à l'autre, malgré le modèle stéréotypé imposé par le régime communiste. Depuis vingt ans, en raison la diffusion du mode de vie urbain, les caractéristiques culturelles des sociétés montagnardes qui étaient à l'origine de nombreux conflits, s'estompent.

BIBLIOGRAPHIE

DANGLOVÁ O., 2006.– *Slovenský vidiek Bariéry a perspektívy rozvoja*, Ústav etnológie SAV. [La campagne slovaque. Obstacles et perspectives de développement].

LE GOFF J.-P., 2012.– *La fin du village*, Gallimard.

LOMPECH M., 2003.– *Décollectivisation et politique de développement rural en Slovaquie*, Thèse de doctorat non publiée, Université Paul-Valéry, Montpellier.

MAUREL M.-C., 1994.– *La transition post-collectiviste. Mutations agraires en Europe centrale*, L'Harmattan.

PODOBA J., 1999.– « "... They Have Always Know to Knock on the Righth Door..." Continuity, Modernisation and Transformation in One Sub-Tatras Community », *Geographica slovenica*, vol. 31, pp. 201-207.

SKALNÍK P., 1979.– « Modernization of the Slovak Peasantry: Two Carpathians Highland Communities », in Berdichewsky B. (éd.), *Anthropology and Social Changes in Rural Areas*, Mouton, pp. 253-262.

SKALNÍK P., 1982.– « Communities studies and the limits of representativeness: a socio-ecological discussion on mountain communities », in Mendras H., Mihailescu I. (éd.), *Theories and methods in rural community studies*, Pergamon Press, pp. 169-189.

SKALNÍK P., 1986.– « Uneven Development in European Mountain Communities », *Dialectical anthropology*, n° 10, pp. 215-228.

SKALNÍK P., 1993.– « "Socialism is dead" and very much alive in Slovakia. Political inertia in a Tatra village », in Hann C. M. (éd.), *Socialism. Ideals, Ideologies, and Local Practice*, Routledge, pp. 218-226.

SKALNÍK P., 2001.– « Terénny výzkum v obci Šuňava (Severní Slovensko) v letech 1970-1975 a 1991-2000 », *Český Lid*, vol. 88, n° 4, pp. 361-367 [Recherche de terrain sur la commune de Šuňava (Slovaquie de l'Est) durant les périodes 1970-1975 et 1991-2000].

NOTES

1. *Šuňava*, Universum, 2014, pp. 45-68. Cette monographie publiée par la mairie, ainsi que la chronique consultable sur le site de la commune, nous renseignent sur le déroulement des faits.

2. Le chercheur ne pouvait évidemment pas évoquer directement les raisons du conflit auparavant. Si ses différentes publications (Skalník, 1979, 1982, 1986) lèvent progressivement le voile sur les événements de 1950, ce n'est qu'en 1993 que son analyse est enfin explicite. L'auteur raconte dans un dernier écrit (Skalník, 2001) comment cet objet d'étude imposé par son professeur à l'ethnologue débutant qu'il était alors (à la place d'un terrain africain !) s'est révélé être un thème fascinant.

3. Structure administrative gérant la commune durant la période socialiste.

4. Seule la visite de Léonid Brejnev en 1965 (pour les vingt ans de la libération du village par l'Armée rouge) n'apparaît plus dans l'édition de 2004 (difficultés avec la réimpression couleur ?)...

5. Ce terme roumain, utilisé comme idéal type pour la description des structures agraires d'Europe centrale, désigne la zone de champs travaillés en cultures permanentes située autour du

village. Au-delà de la limite de l'*intravilan*, c'est l'*extravilan*, rassemblant des terroirs plus vastes, moins fertiles, aux parcelles plus grandes, parfois pâturées.

6. La brochure éditée par la commune *Malá Frankova* fournit certaines informations historiques que nous avons complétées grâce à un entretien avec le maire du village.

RÉSUMÉS

Les conflits nés de l'imposition du collectivisme agraire offrent une clef de lecture des transformations et des blocages qu'ont connus les sociétés montagnardes au cours de la seconde moitié du xx^e siècle. La diversité du peuplement villageois dans les Tatras slovaques explique la multiplication de telles situations de conflits durant les quatre décennies du socialisme. L'article compare les conflits qui sont apparus dans trois villages d'une même région de montagne et les confronte à un quatrième qui a réussi sa modernisation. Il met en évidence les composantes et les effets géographiques du changement social.

The conflicts arising from imposed agrarian collectivism provide a key to interpreting the transformations and blockages that societies in mountain areas experienced during the second half of the 20th century. The diversity of village populations in the Slovak Tatras explains the increase in the number of such conflictual situations over the four decades of socialism. This article compares the conflicts that arose in three villages in the same mountain region with that of a fourth that was successful in its modernisation. It highlights the components and geographical effects of social change.

INDEX

Mots-clés : décollectivisation, changement social, Tatras, Slovaquie

Keywords : decollectivisation, social change, Tatras, Slovakia

AUTEUR

MICHEL LOMPECH

Université Blaise Pascal, CERAMAC

Michel.LOMPECH@univ-bpclermont.fr